

*Questions orales*

Le ministre a-t-il examiné les instances formulées par les organismes de logements coopératifs? Dans l'affirmative, quelle a été sa réponse? Va-t-il prendre des dispositions pour rencontrer ces organismes et discuter avec eux de ces questions, ainsi qu'ils le lui ont demandé?

**L'hon. André Ouellet (ministre d'État chargé des Affaires urbaines):** Oui, monsieur l'Orateur, nous sommes en rapport avec ces organismes. Les fonctionnaires de la Société centrale d'hypothèques et de logement doivent d'ailleurs en rencontrer les représentants. Ils l'ont déjà fait et les verront de nouveau la semaine prochaine. Ces organismes interprètent mal les faits. Au fond, le but visé est de rendre le programme à but non lucratif encore plus attrayant pour ceux qui en profitent, de toucher davantage de personnes à revenus moins élevés et d'offrir ces logements aux gens à tous les niveaux de revenus. Je crois que les suppositions de ces personnes sont erronées. Nous allons essayer d'étudier avec elles des mesures correctives pour apaiser certaines de leurs préoccupations. Dans l'ensemble, les buts du programme devraient répondre à leurs objectifs.

**M. Orlikow:** Monsieur l'Orateur, le ministre n'a pas déclaré s'il était prêt à rencontrer ces organismes. Le ministre a déclaré précédemment et de nouveau aujourd'hui qu'il voudrait s'éloigner de l'ancien système de vastes projets d'habitation publique et intégrer des familles à bas revenus dans d'autres projets d'habitation, tels que les logements coopératifs à but non lucratif. Le ministre peut-il expliquer comment il peut espérer que le secteur à but non lucratif puisse recevoir des familles à bas revenus, alors qu'il propose d'éliminer les prestations de logements subventionnés qui ont rendu possible par le passé ce genre d'intégration de personnes à revenus différents?

**M. Ouellet:** Monsieur l'Orateur, c'est tout à fait le contraire. Nous ne voulons pas éliminer les prestations de logements subventionnés. Nous avons en fait l'intention de les accroître. Une des propositions qui ont été faites aux provinces a été précisément d'accroître ce secteur du programme. Je ne sais où ils ont pêché cette information, mais il s'agit d'une interprétation erronée de l'avant-projet. Nous ne voulons pas en fait éliminer les prestations de logements subventionnés. Nous voulons au contraire les augmenter.

\* \* \*

**LA PEINE CAPITALE****LE RÉTABLISSEMENT DE LA PEINE DE MORT POUR LES TERRORISTES**

**M. Dan McKenzie (Winnipeg-Sud-Centre):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Justice. Dernièrement, à Toronto, le ministre de la Défense nationale a déclaré qu'il faudrait rétablir la peine de mort pour les coupables de terrorisme. Et il a mentionné aussi l'assassinat de l'ancien premier ministre d'Italie, M. Aldo Moro, un cas précis où les terroristes devraient être exécutés. Bien sûr, des terroristes ont déjà frappé au Zaïre, en France, en Turquie et ailleurs.

[M. Orlikow.]

Le gouvernement prévoit-il rétablir la peine de mort pour activités terroristes pour prévenir toute action de ce genre au Canada et dissuader les terroristes qui tenteraient d'y pénétrer?

**L'hon. Ron Basford (ministre de la Justice):** Monsieur l'Orateur, je me demande si ce sont les propos qu'a tenus le ministre de la Défense nationale.

**M. Baker (Grenville-Carleton):** Ce sont ses propos.

**M. Basford:** La dernière fois que nous avons modifié le Code criminel comme c'est le cas aussi dans les propositions que nous avons déposées, il existait un certain nombre de mesures destinées à écarter la menace terroriste. Heureusement, notre pays n'a pas encore à déplorer de cas sérieux d'activités terroristes.

**M. Gillies:** Voyons donc. N'avez-vous jamais entendu parler du FLQ?

**M. Basford:** Nous n'avons certainement pas connu ce qui s'est passé ailleurs. Nous ne songeons pas à modifier la loi comme le suggère le député dans sa question.

**LES DISCUSSIONS DU CABINET SUR LE RÉTABLISSEMENT DE LA PEINE CAPITALE POUR LES TERRORISTES**

**M. Dan McKenzie (Winnipeg-Sud-Centre):** Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de la Défense nationale. Ce dernier a affirmé ne pas en avoir discuté avec ses collègues. J'aimerais maintenant lui demander s'il a soulevé la question au cabinet? A-t-il l'intention de demander aux ministres de rétablir la peine capitale pour activités terroristes?

**L'hon. Barney Danson (ministre de la Défense nationale):** Non, monsieur l'Orateur. A en juger par la question, la dépêche aurait indiqué que je faisais une telle recommandation. Mais il ne s'agissait pas d'une recommandation; ce n'est qu'un des moyens qu'on pourrait utiliser pour lutter contre le terrorisme.

● (1152)

Quand on constate que, ces derniers mois, la plupart des actes terroristes visaient à faire relâcher les terroristes déjà incarcérés, on conclut qu'il faudrait essayer de trouver d'autres moyens pour réduire le terrorisme qui s'attaque aux structures de notre société et à notre régime démocratique.

\* \* \*

**LA DÉFENSE NATIONALE****L'AFFECTATION À TERRE-NEUVE D'UN ESCADRON DE CHASSEURS-INTERCEPTEURS**

**M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Défense nationale. Le chef de l'état-major de la défense a déclaré lors de l'étude du budget du ministère que les nouveaux chasseurs-intercepteurs qu'on envisage d'acheter et dont le rayon d'action est plus court que celui de l'intercepteur actuel, le Voodoo, pourraient bien être affectés ailleurs.